

Doux : les salariés rencontrent les élus

À une semaine de l'audience à Quimper, les Doux en appellent aux parlementaires pour pérenniser l'activité du volailler.



Richard Ferrand, député de la 6^e circonscription, au premier plan, a pu s'entretenir avec les représentants du personnel de Châteaulin.

« Il faut sauver ce qui peut encore l'être. » C'est l'idée directrice que les représentants des salariés du groupe Doux se sont attelés à marteler, hier à Châteaulin, lors de leur rencontre avec les parlementaires finistériens. Ce qu'ils demandent : la délocalisation de l'affaire face à la ligne de conduite du tribunal de commerce de Quimper, qui a remis « un chèque en blanc à Charles Doux et à Barclays » en prolongeant jusqu'au 9 octobre la période d'observation de Doux pour le pôle poulets congelés destinés à

l'exportation. Du temps « offert » à Charles Doux pour finaliser son plan de continuation.

Devant les députés Jean-Jacques Urvoas et Richard Ferrand, et le sénateur Jean-Luc Fichet, Nadine Hourmand, du syndicat FO, a demandé aux parlementaires de les aider « à faire la lumière » sur la gestion du dossier Doux, « pour arrêter la casse sociale et le démantèlement du groupe ». « Des salariés ont été licenciés, on nous doit la vérité », a-t-elle insisté.